



## Signaux contradictoires



Promis, les choses allaient changer. Plus question en effet de risquer une rupture d'approvisionnement alimentaire. Le président de la République s'en était ému en mars 2020 : « *Déléguer notre alimentation à d'autres serait une folie* ». Puis, le ministre de l'Agriculture avait enchaîné : « *Il n'y a pas de pays fort sans agriculture forte* ».

On allait voir ce que l'on allait voir. Et que voit-on ? Que la part de poulet importé en France a augmenté de 15 % sur les 9 premiers mois de l'année. En 2021, 45 % des poullets consommés dans le pays sont produits hors de l'Hexagone contre 41 % en 2020.

Oui, mais on va voir ce que l'on va voir ! 1,2 milliard d'euros dans le Plan de relance dédié à l'agriculture cela va foncièrement changer les choses, non ? Il y a les discours et les faits...

La semaine dernière, le président de la Chambre régionale d'agriculture s'est alarmé de la baisse de 3,2 % du cheptel bovin breton en 2021. L'équivalent d'un élevage de plus de 150 bovins par jour ! Et André Sergent d'évoquer un « point de rupture ». Le porc connaît le même flottement quant à son avenir avec la concomitance de l'augmentation du prix des matières premières et la baisse des cours.

Oui, mais le soutien d'Égalim 2 aux produits durables et bio va changer les choses ! Et puis le plan « Ambition bio » avec son objectif de 15 % de SAU bio en 2022 et le Green Deal européen poussant cette barre à 25 % en 2030 sont une clé supplémentaire au malaise agricole. Chimère. Les dernières statistiques font état d'une baisse de 7 % des achats de carottes et des produits laitiers bio, de 3,1 % des achats d'œufs bio. Aller, une dernière pour la route ? L'industrie du légume

**+ 15 % de poulet importé sur les 9 premiers mois de 2021**

industrie craint de voir des producteurs abandonner la culture de légume en 2022 au profit des céréales, techniquement moins risquées et bien payées.